

Josette Borel-Lincertin attend plus

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

2 mars 2018

7,7 millions d'euros, mission d'ingénierie. L'exécutif départemental salue la décision de l'État d'accompagner le plan d'urgence de l'eau potable. Mais...

Josette Borel-Lincertin a fait savoir dans un communiqué qu'elle a pris acte de la décision du gouvernement d'accompagner à hauteur de 7,7 millions d'euros le plan d'urgence en faveur de la distribution d'eau potable proposé par les communautés d'agglomération, la Région et le Département. L'exécutif départemental se dit satisfait de son entretien particulier du samedi 3 au matin avec Sébastien Lecornu secrétaire d'État à la Transition écologique et solidaire. L'accompagnement de l'État en faveur du plan de travaux d'urgence de l'eau potable programmée en 2018-2019 a été confirmé par la ministre des Outre-mer Annick Girardin, à la suite de la réunion qu'elle a tenue avec les élus. Josette Borel-Lincertin dit accueillir favorablement aussi, la proposition d'appui technique de l'État formulée par Sébastien Lecornu par l'entremise d'une mission d'ingénierie du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA). La présidente du conseil départemental entend toutefois que le pilotage des travaux soit assuré au niveau local. " *La Guadeloupe dispose des talents et des compétences nécessaires pour mener à bien la rénovation de ses infrastructures* ", argumente-t-elle.

Aucun engagement de l'État sur le long terme

La présidente du Département observe toutefois un bémol de taille quant à l'engagement de l'État sur le long terme dans le dossier de l'eau potable en Guadeloupe. Selon l'élue, mis à part le plan de travaux d'urgence, le gouvernement n'a confirmé aucun engagement financier supplémentaire. Notamment en ce qui concerne le programme pluriannuel de réfection des infrastructures. Un programme qui selon Josette Borel-Lincertin devra être engagé parallèlement aux travaux d'urgence. La présidente a rappelé que

ce programme pluriannuel est évalué à environ 600 millions d'euros. Elle précise que les 400 millions d'euros annoncés par le président de Région n'ont à ce jour pas été confirmés par l'État. Dans un communiqué, Annick Girardin de son côté fait savoir que le gouvernement rendra public courant avril 2018 les conclusions des missions engagées. Il fera des propositions sur le coût et sur la gouvernance de l'eau en Guadeloupe. Sur la base de ces conclusions et en fonction de l'avancement du plan d'urgence et des engagements des élus en matière de gestion de l'eau, le gouvernement s'engage à accompagner financièrement les investissements nécessaires à la modernisation des réseaux d'eau, au-delà du plan d'urgence, dans des mesures qui restent à préciser en fonction du Schéma quinquennal d'investissement.